

Tax Dialogues

An ACBF and HAUS Webinar Series

Dossier de connaissances mars 2025

« Le paysage fiscal et son impact sur les dépenses et les incitations en Afrique »



Ce dossier de connaissances a été élaboré pour soutenir les décideurs politiques, les praticiens, les fonctionnaires de l'administration fiscale, les chercheurs, les groupes de réflexion, les membres des organisations de la société civile et d'autres parties prenantes engagées dans la fiscalité et les questions connexes en Afrique. Il est basé sur le webinaire organisé par la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) et l'Institut finlandais de gestion publique HAUS (HAUS) en partenariat avec l'Institut mondial de recherche sur l'économie du développement de l'Université des Nations Unies (UNU-WIDER) dans le cadre du Programme de partenariat Afrique-Finlande sur les capacités fiscales en Afrique (AFP-TCA). Le thème du webinaire « Le paysage fiscal et son impact sur les dépenses et les incitations en Afrique » et l'étude UNU-WIDER « Quel est l'impact des incitations fiscales pour les entreprises en Ouganda ? » ont fourni les matériaux pour le dossier.

Contexte

L'environnement économique de l'Afrique est à la fois prometteur et paradoxal. Selon le Rapport sur les performances et perspectives macroéconomiques de l'Afrique de la Banque africaine de développement (BAD) de janvier 2025, la croissance du PIB réel devrait atteindre 4,1 % en 2025 et 4,4 % en 2026. Les réformes économiques, la baisse de l'inflation et une meilleure gestion des finances publiques et de la dette sont à l'origine de ces prévisions optimistes. Cependant, malgré ces perspectives positives, le rapport souligne que la croissance de l'Afrique n'atteint toujours pas le seuil de 7 % nécessaire à une réduction notable de la pauvreté (BAD, 2025). Il est donc impératif d'augmenter les recettes fiscales pour combler le déficit de financement du développement. De plus, le continent fait face à des défis importants, notamment les ralentissements potentiels de l'économie mondiale, les tensions géopolitiques et les effets néfastes du changement climatique. Tous ces éléments soulignent la nécessité de s'appuyer sur la mobilisation des ressources intérieures (MRI) - pour laquelle les impôts constituent une dimension importante - en vue du développement durable et de la transformation socio-économique de l'Afrique.

Les statistiques de l'OCDE sur les recettes fiscales en Afrique 2024 montrent qu'en 2022, le ratio moyen de l'impôt sur le PIB pour 36 pays était de 16,0 %. Cependant, les recettes fiscales moyennes de l'Afrique sont demeurées inférieures à celles de l'Asie et du Pacifique (19,3 %), de l'Amérique latine et des Caraïbes (21,5 %) et des pays de l'OCDE (34,0 %). Au sein de l'Afrique, les ratios impôts/PIB varient considérablement, allant de 2,6 % en Somalie à 33,5 % en Tunisie, avec 19 pays sur 36 en dessous de 15 % (OCDE, 2025).

En raison du rétrécissement de l'espace budgétaire, les gouvernements africains sont soumis à une forte

pression pour stimuler la croissance et améliorer la création de recettes nationales. La tension entre le besoin de recettes et l'utilisation d'incitations fiscales pour atteindre des objectifs politiques spécifiques constitue un défi permanent. Alors que de nombreux pays intègrent diverses incitations dans leurs systèmes fiscaux, ces mesures manquent souvent d'une analyse approfondie et d'un examen minutieux de leurs coûts et de leur efficacité.

L'on peut considérer les incitations fiscales comme un type de dépenses gouvernementale, vu qu'elles aboutissent à des pertes de revenus fiscaux que l'on appelle « dépenses fiscales ». Ce concept souligne que les dépenses fiscales sont l'équivalent économique des dépenses budgétaires directes. Toutefois, le manque d'informations sur ces dispositions rend les discussions sur leur efficacité plus difficiles. Il est essentiel de comprendre les dispositions et les coûts associés aux dépenses fiscales, telles que les exonérations, les déductions, les taux réduits et les reports, en vue d'améliorer l'examen des dépenses publiques.

Quelques défis majeurs du paysage fiscal de l'Afrique

Le paysage fiscal de l'Afrique est caractérisé tant par des défis que des opportunités qui influencent grandement la croissance et le développement économiques. Dans sa poursuite de la transformation socioéconomique grâce aux Objectifs du développement durable (ODD) et aux aspirations de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, le continent fait face à plusieurs problèmes majeurs qui exigent l'attention des décideurs de politiques et des parties prenantes.

Faibles ratios impôts/PIB.

Le ratio moyen impôts/PIB de l'Afrique demeure faible par rapport à d'autres régions (16 % pour l'Afrique, 19,3

% pour l'Asie et le Pacifique, 21,5 % pour l'Amérique latine et les Caraïbes, et 34 % pour l'OCDE), ce qui réduit la capacité des gouvernements à financer les services essentiels et les initiatives de développement (OCDE, 2025). Ces ratios n'entravent pas seulement la capacité des gouvernements à financer les biens et services publics, mais limitent également les investissements dans des domaines essentiels tels que la santé, l'éducation et les infrastructures. Les conséquences de la faiblesse des recettes fiscales sont considérables, ce qui contribue à la dépendance à l'égard de l'aide extérieure et accroît la vulnérabilité aux aléas de l'économie mondiale. En outre, l'inégalité des contributions fiscales peut accentuer les inégalités sociales, car les groupes marginalisés risquent de supporter une charge disproportionnée dans le financement des services publics par le biais des impôts indirects, tandis que les riches particuliers et les entreprises risquent d'échapper à leur part de responsabilité.

Impact des incitations fiscales pour les entreprises.

Les incitations fiscales pour les entreprises sont souvent appliquées pour attirer les investissements directs étrangers et stimuler les économies locales. Cependant, ces incitations peuvent entraîner d'importantes pertes de recettes si elles ne sont pas soigneusement conçues et contrôlées. Le cas de l'Ouganda souligne la nécessité d'une évaluation approfondie de l'efficacité de ces incitations (UNU-WIDER, 2024). Les implications d'incitations mal structurées comprennent des inégalités potentielles dans la charge fiscale, car les entreprises locales peuvent ne pas bénéficier d'avantages similaires, ce qui entraîne des désavantages concurrentiels. Par ailleurs, la viabilité à long terme des finances publiques peut être compromise si ces incitations ne se traduisent pas par des retours économiques substantiels, ce qui nuit à la capacité du gouvernement à financer les services essentiels.

Intégration technologique dans les systèmes fiscaux.

L'intégration de la technologie dans l'administration fiscale offre une excellente opportunité d'améliorer l'efficacité, la transparence et la conformité. De nombreux pays africains s'appuient encore sur des méthodes obsolètes de collecte des impôts, ce qui peut entraîner des inefficacités et des pertes de recettes (KPMG, 2023). De plus, l'adoption inégale des outils numériques pose des défis importants. Alors que la technologie peut rationaliser les processus et améliorer l'exactitude des données, l'infrastructure et la culture numérique limitées dans certaines régions

peuvent aggraver les inégalités existantes. En outre, en l'absence de mesures de cybersécurité adéquates, la transition vers les plateformes numériques peut exposer les systèmes fiscaux à des risques de fraude et de violation des données, ce qui ébranle la confiance des contribuables et peut entraîner des pertes de recettes. La numérisation de l'administration fiscale n'est donc pas seulement une mesure d'efficacité, mais un levier stratégique pour un développement inclusif.

La fiscalité et l'économie informelle.

L'économie informelle en Afrique joue un rôle crucial dans la définition de son paysage fiscal et contribue de manière considérable à l'emploi. Si certaines entreprises et certains particuliers opèrent véritablement en dessous du seuil d'imposition, le secteur n'est pas homogène. Certaines entreprises et certains particuliers peuvent stratégiquement éviter les impôts, ce qui entraîne des pertes de recettes pour les gouvernements. L'économie informelle offre des opportunités de croissance et d'innovation, et le développement de politiques fiscales inclusives qui reconnaissent les réalités du travail informel peut contribuer à élargir l'assiette fiscale à long terme, à améliorer la collecte des recettes et à soutenir un développement économique durable.

Dépenses fiscales en Afrique : quelques idées

La gestion efficace des incitations fiscales et des dépenses fiscales est essentielle pour stimuler la croissance économique et garantir la viabilité fiscale dans les pays africains. Cependant, plusieurs problèmes majeurs se posent dans ce contexte et méritent l'attention des décideurs politiques.

Origine des dépenses fiscales par un organisme gouvernemental d'accueil.

Les dépenses fiscales émanent souvent d'agences gouvernementales spécifiques qui visent à promouvoir le développement économique ou à attirer les investissements étrangers. En Ouganda, par exemple, le ministère des Finances, de la Planification et du Développement économique a joué un rôle déterminant dans la proposition de diverses incitations fiscales visant à stimuler différents secteurs. Toutefois, l'absence d'une approche coordonnée peut conduire à l'introduction d'incitations non alignées sur les priorités économiques nationales, ce qui se traduit par l'inefficacité et des pertes potentielles de recettes.

Conception des dépenses fiscales.

La conception des dépenses fiscales est essentielle à leur efficacité. De nombreuses incitations sont conçues sans analyse complète de leurs implications fiscales à long terme. Des incitations bien conçues doivent être ciblées, transparentes et alignées sur les priorités nationales de développement. Cependant, de nombreuses dépenses fiscales sont conçues sans tenir compte de leurs implications à long terme sur la génération de revenus et l'équité. Des incitations mal structurées peuvent créer des distorsions sur le marché, en favorisant certains secteurs ou entreprises par rapport à d'autres, et en rendant le paysage fiscal plus complexe en termes de conformité.

Contrôle et adoption des dispositions relatives aux dépenses fiscales.

Un contrôle efficace est essentiel pour garantir que les dépenses fiscales sont mises en œuvre de manière transparente et responsable. Les mécanismes de contrôle sont souvent faibles dans de nombreux pays africains, ce qui entraîne un manque de transparence dans la mise en œuvre des dispositions fiscales. Par exemple, l'absence d'examen rigoureux lors de l'approbation des incitations fiscales en Ouganda a eu pour conséquence qu'environ la moitié des entreprises bénéficiant d'exonérations fiscales sont demeurées très rentables, bien qu'elles aient été soumises au taux normal de l'impôt sur le revenu des sociétés (IR) de 30 %. En outre, le coût des cinq incitations fiscales étudiées s'élève à 42 millions USD par an, ce qui représente près d'un cinquième des recettes annuelles totales de l'Ouganda au titre de l'impôt sur le revenu des sociétés. Cela souligne la nécessité de mettre en place des cadres solides pour régir l'adoption des dépenses fiscales (UNU-WIDER, 2024).

Administration et suivi.

Pour une mise en œuvre efficace, les autorités fiscales doivent disposer de ressources et de capacités suffisantes pour contrôler le respect des règles et évaluer l'impact des mesures d'incitation. Pour une mise en œuvre efficace, il faut disposer de ressources et de capacités suffisantes pour contrôler le respect des règles et évaluer l'impact des incitations. Sans un suivi adéquat, les gouvernements auront du mal à comprendre les implications fiscales de ces incitations, ce qui se traduira par une mauvaise allocation des ressources.

Recommandations

Renforcer les cadres de la politique fiscale.

Cela implique de réaliser des évaluations complètes des incitations fiscales et des dépenses existantes afin de déterminer leur efficacité et leur alignement sur les objectifs de développement nationaux. La définition de directives claires pour la conception et la mise en œuvre de ces incitations permettra de s'assurer qu'elles sont transparentes, ciblées et conformes aux priorités nationales.

Intégration de la technologie dans l'administration fiscale.

Il faut investir dans l'infrastructure numérique pour moderniser les systèmes de collecte des impôts afin d'améliorer l'efficacité, la transparence et le respect de la législation. La mise en œuvre de mesures de cybersécurité solides est également essentielle pour protéger les informations des contribuables et renforcer leur confiance dans les plateformes numériques. Les systèmes numériques permettent de créer des données de bonne qualité pour l'analyse des dépenses fiscales.

Amélioration de la surveillance et de la responsabilité.

Élaborer des rapports réguliers et spécifiques sur les dépenses fiscales afin d'en assurer le suivi favorisera la transparence et la responsabilité dans leur mise en œuvre. Le renforcement du contrôle législatif des incitations fiscales, l'exigence d'évaluations approfondies avant leur approbation et la production de rapports réguliers sur leur impact sont des mesures essentielles.

Suivi et évaluation efficaces des dépenses fiscales.

Définir des paramètres clairs pour évaluer l'efficacité des dépenses fiscales, y compris leur impact économique, contribuera à la compréhension de leurs avantages et de leurs coûts. La publication régulière de rapports sur ces dépenses renforcera la transparence et la responsabilité publique.

Références

Aderonmu, 2023. Formalizing Africa's Informal Sector Through the AfCFTA: An Opportunity for Economic Transformation. (Formaliser le secteur informel de l'Afrique par le biais de la ZLECAF : une opportunité de transformation économique) Journal of Public and International Affairs Special edition 2023.

BAD, 2025. Performances et perspectives macroéconomiques de l'Afrique - Janvier 2025 ; Banque africaine de développement, Abidjan.

KMPG. 2023. Tax technology: How tax authorities can harness technology to drive tax compliance and boost revenue collection. (Technologie fiscale : comment les autorités fiscales peuvent exploiter la technologie pour favoriser le respect des obligations fiscales et accroître la perception des recettes.) KMPG.

OCDE, 2025. Statistiques des recettes publiques en Afrique 2024 ; Organisation de coopération et de développement économiques, Paris.

UNU-WIDER, 2024. What is the impact of corporate tax incentives in Uganda? WIDER Research Brief (Quel est l'impact des incitations fiscales pour les entreprises en Ouganda ? Dossier de recherche WIDER) 2024/1. Helsinki: UNU-WIDER.

Appendix 1. Tax Dialogue Series Webinar 1 Agenda

Heure (GMT+3)	Point de l'ordre du jour	Facilitateur/orateurs
Modérateur: <i>Barassou Diawara</i> ; Spécialiste de la gestion des connaissances, ACBF		
15:00 – 15:10	Accueil et introduction	• Mamadou Biteye; Secrétaire exécutif, ACBF • Kirsi Aaltola; Directrice des services de développement, HAUS
15:10 – 15:40	Présentation d'une étude de cas sur les incitations fiscales en Ouganda	• Maria Joste; Attachée de recherche, UNU-WIDER
15:40 – 16:00	Débat interactif	• Mohamed Salat Osman; Chargé des programmes de la gouvernance économique et sociale, ACBF • Chifundo Mchowa; Chercheuse à l'Institut allemand du développement et de la durabilité (IDOS) • Everlyn Muendo; Chargée de mission, Tax Justice Network Africa (TJNA) • Lyla Latif; Présidente du Comité des études fiscales, Faculté de droit, Université de Nairobi, Nairobi, Kenya • Ronald Nyenje Makumbi; Statistiques et analyse politique, Uganda Revenue Authority (URA) • Hamadou Kabore; Directeur de la prospective et du suivi des réformes, Direction générale des impôts, Burkina Faso Facilitatrice : Amina Ebrahim; Chargée de recherche, UNU WIDER
16:00 – 16:25	Séance de questions-réponses	Facilitatrice : Amina Ebrahim ; Chargée de recherche, UNU WIDER
16:25 – 16:30	Conclusions et perspectives d'avenir	Konsta Heikkila – Conseiller en chef pour les partenariats, Partenariats Afrique-Finlande sur la capacité fiscale en Afrique, ACBF & HAUS



Tax Dialogues

An ACBF and HAUS Webinar Series

Tax Expenditures / Incentives

25 March 2025 | 15:00 - 16:30 PM EAT (GMT+3)

MODERATOR



BARASSOU DIAWARA
Senior Knowledge Management Expert, ACBF

FACILITATOR



AMINA EBRAHIM
Research Fellow, UNU WIDER

PANELISTS



MOHAMED SALAT OSMAN
Program Officer, Economic and Social Governance, ACBF



CHIFUNDO MCHOWA
Researcher, German Institute of Development and Sustainability (IDOS)



EVERLYN MUENDO
Policy Officer, Tax Justice Network Africa (TJNA)

CASE STUDY PRESENTATION



MARIA JOSTE
Research Associate, UNU-WIDER



LYLA LATIF
Chair, Committee on Fiscal Studies, Faculty of Law, University of Nairobi, Nairobi, Kenya



RONALD NYENJE MAKUMBI
Statistics and Policy Analysis, Uganda Revenue Authority (URA)



HAMADOU KABORE
Director, Foresight and Monitoring of Reforms, Directorate General of Tax, Burkina Faso



With support from
Finland's development
cooperation



www.uboraacademy.africa



www.theacbf.org



comms@theacbf.org



www.elibrary.theacbf.org



Africa Capacity Building Foundation



ACBF _Official



@theacbf



TheACBF